

- > La grande distribution s'engage pour une « utilisation raisonnée » des contrats courts
- > La négociation sur l'assurance chômage achève sa phase exploratoire
- > Précisions sur les modalités et niveaux de prise en charge par les Opcv
- > L'année 2018 s'achève sur une hausse des prix de 1,6 % en glissement annuel

## le dossier pratique p. 1-4

- > Les modalités de recours au télétravail

// l'actualité  
LIAISONS SOCIALES PRESSE

## CONTRAT DE TRAVAIL

La grande distribution s'engage pour une  
« utilisation raisonnée » des contrats courts

La grande distribution a conclu, le 14 décembre 2018, un accord et un avenant relatifs à la limitation des contrats « courts ». Même si la branche s'avère moins utilisatrice que d'autres de contrats de moins d'un mois, elle marque ainsi sa volonté de « contribuer à la lutte contre la précarité ». L'accord prévoit de nouvelles mesures, tel le recours au CDI intérimaire, pour allonger les durées d'emploi. L'avenant est consacré au contrat d'opération et au régime du CDD. Il permet notamment la conclusion d'un CDD unique en remplacement de plusieurs salariés absents, prévu par la loi Avenir professionnel.

Dans le cadre de l'ANI du 22 février 2018 relatif à la réforme de l'assurance chômage, la branche de la grande distribution (précisément celle du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire) a conclu un accord sur l'utilisation raisonnée des contrats courts et un avenant sur le contrat d'opération et le recours au CDD. La fédération patronale FCD a signé le premier avec la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et FO (78 % d'audience). Le second n'a pas été paraphé par la CFDT (soit 53 %).

Le secteur emploie 620 000 salariés (données 2016, en ETP), dont 28 % sont âgés de moins de 30 ans.

## Diagnostic préalable

L'accord relatif aux contrats courts inclut un diagnostic préalable. Ses signataires regrettent « la faiblesse des statistiques nationales en la matière », qui ne permettent pas de connaître les chiffres propres à la branche, ni ses motifs de recours aux CDD. Le diagnostic a donc été en partie établi après la réalisation d'une enquête auprès des entreprises de la branche. L'accord énumère les principaux constats statistiques retenus par les signataires :

- la grande distribution, comme les autres branches du commerce, utilise moins les contrats courts que l'ensemble des secteurs d'activité (1,2 contrat de moins d'un mois par an et par salarié, contre 1,7 en moyenne toutes branches confondues) ;
  - les contrats d'un jour et de deux jours ne représentent que 10 % des contrats courts (15 % pour les contrats d'un à trois jours) contre une proportion de 52 % tous secteurs confondus ;
  - 81 % des CDD de moins d'un mois sont des CDD de remplacement, ce motif de recours étant à replacer dans un contexte de progression de l'absentéisme ;
  - 15 % répondent à un surcroît d'activité, l'accord rappelant que les emplois du commerce se prêtant à l'emploi de jeunes durant les congés scolaires.
- Les signataires soulignent que l'emploi de jeunes durant leurs vacances, n'aboutit pas à une inscription au chômage.

## Mesures diminuant les CDD courts

Dans l'accord, les signataires rappellent en premier lieu les mesures déjà prises par la branche pour limiter le nombre de contrats courts. Ainsi notamment, cet

objectif est déjà pris en compte dans l'avenant sur le temps partiel du 17 avril 2014 (v. l'actualité n° 16641 du 30 juillet 2014), qui organise les compléments d'heures. L'accord du 14 décembre 2018 identifie trois axes nouveaux pour réduire à nouveau le taux d'utilisation des contrats courts. En premier lieu, la branche s'engage à privilégier le recours au CDI intérimaire. De plus, elle propose que les entreprises soient au nombre de celles qui pourront expérimenter la possibilité de conclure un CDD unique en remplacement total ou partiel de plusieurs salariés absents, en application de la loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 (v. le dossier juridique -Droit trav.- n° 222/2018 du 7 décembre 2018). Enfin, elle va négocier des mesures réduisant les taux de rupture des contrats en alternance, dans une négociation sur la formation qui sera engagée au premier semestre 2019.

## Mise en œuvre du contrat d'opération

L'avenant conclu le 14 décembre 2018 porte, quant à lui, sur le contrat d'opération et le CDD. Il prévoit qu'après extension, les entreprises pourront utiliser, jusqu'à la fin 2023, un CDI d'opération d'au moins six mois. Ce CDI pourra être conclu dans le cadre d'une opération spécifique d'une importance suffisante pour donner lieu à une consultation du CSE. Cette opération pourra être d'ordre informatique, immobilier, technique juridique (opérations de restructurations juridiques, fusions, notamment), commercial (évolution,

Retrouvez votre revue en avant-première sur [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

changement de concept). Le CDI d'opération ouvre droit à une **majoration de 8 % du salaire** minimal conventionnel de la classification. L'**indemnité** conventionnelle de **licenciement** est pour sa part **majorée de 20 %**.

Autorisé à titre expérimental pendant cinq ans, le contrat d'opération fera l'objet d'un bilan paritaire, après quatre ans d'application, qui décidera de son éventuel prolongement.

### Modalités de recours au CDD

L'avenant comporte des dispositions sur le CDD (également applicables après leur extension), dont il précise que sauf disposition légale impérative contraire,

elles concernent aussi le contrat de travail temporaire. Elles portent sur la durée du CDD et sur le délai de carence. Le **nombre maximal de renouvellements** du CDD est fixé à **trois** (pas de limite en cas de remplacement d'un salarié absent). Par ailleurs, afin de faciliter le retour du salarié absent, l'avenant fixe des **règles** conventionnelles de **report** du **terme** du CDD de remplacement. Une autre nouveauté, introduite par l'avenant, consiste en la **suppression** du **délai de carence** entre deux CDD sur le même poste, quel que soit le motif de recours. Deux CDD sur un même poste peuvent donc se succéder sans délai, si la situation ou si les situations successives

s'inscrivent dans des cas de recours à ce contrat autorisés par la loi. L'avenant souligne que le délai de carence crée une complexité pour l'entreprise, sans apporter de garantie au salarié, bien au contraire : elle peut en effet « priver un salarié ou un demandeur d'emploi de la possibilité d'effectuer des heures de travail pourtant disponibles ». ■

Accord du 14 décembre 2018 relatif aux contrats courts et avenant n° 68 du 14 décembre 2018 relatif au contrat d'opération et au CDD dans le commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire

 CONSULTER LES DOCUMENTS SUR : [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## EMPLOI ET CHÔMAGE

# La négociation sur l'assurance chômage achève sa phase exploratoire

La négociation de la prochaine convention d'assurance chômage va pouvoir entrer dans le vif du sujet. En effet, la septième séance du 15 janvier aura permis aux partenaires sociaux de finaliser les travaux d'analyse des différents thèmes au menu et de présentation des chiffrages de l'Unédic sans encore confronter leurs positions. La réunion aura aussi été l'occasion d'aborder plusieurs mises à jours des règles de l'assurance chômage rendues nécessaires par la loi Avenir professionnel relatives à l'indemnisation des démissionnaires et des indépendants, ainsi qu'à la formation des seniors.

Au sortir de la séance du 15 janvier, les syndicats qualifient leur rencontre de « réunion de travail technique », de « groupe paritaire politique sur l'assurance chômage » mais pas de négociation. Néanmoins, pour Hubert Mongon (Medef), « la première phase, la phase exploratoire de la négociation est achevée, les pistes souhaitées ont été étudiées et nous avons assez de matière pour avancer ». Cette réunion aura ainsi permis aux partenaires sociaux d'aborder l'élaboration de la convention tripartite 2019-2022, de décortiquer les résultats des simulations réalisées par l'Unédic sur plusieurs points demandés par les organisations syndicales et de se pencher sur des analyses de l'Unédic relatives à la prise en charge des démissionnaires, des indépendants et des seniors.

Pour l'heure, aucune nouvelle date de négociation n'a été ajoutée aux séances programmées les 22 et 31 janvier prochains. Des séances devront cependant être prévues afin d'adapter les règles de l'assurance chômage à Mayotte, la convention applicable sur ce territoire arrivant à échéance en avril.

### Les travaux relatifs à la convention tripartite

Poursuivant leur volonté de porter politiquement les orientations de la prochaine convention tripartite État-Unédic-Pôle emploi, les partenaires sociaux ont consacré le début de leur séance à la préparation de la réunion multilatérale du 18 janvier prochain. Le mandat donné à l'Unédic pour négocier la convention qui orientera les actions de Pôle emploi sur la période 2019-2022 a été finalisé le 16 novembre (v. l'actualité n° 17696 du 20 novembre 2018) et signé par l'ensemble des négociateurs hormis la CGT. Les organisations patronales et les syndicats de salariés se sont réparti les thèmes qu'ils soutiendront face au ministère du Travail en vue de la réunion conclusive du 1<sup>er</sup> février 2019, chacune restant libre de mettre l'accent sur les sujets de son choix. Sur ce point, les représentants syndicaux sont d'ailleurs revenus sur l'importance de prendre en compte la fracture numérique, afin que le futur tableau de bord des demandeurs d'emploi ne puisse pas priver d'indemnisation des personnes n'ayant pas accès à l'outil informatique.

### La présentation des chiffrages Unédic

Les chiffrages demandés à l'Unédic par les négociateurs leur ont maintenant été remis et présentés dans le détail, à de rares exceptions près, comme une simulation relative au « bonus-malus » sur les contrats courts réclamée par Michel Beaugas (FO).

L'évolution de divers paramètres d'indemnisation est envisagée. Par exemple, une allocation minimale à 80 % du Smic net engendrerait un surcoût de 2,2 milliards d'euros. L'allongement de la durée maximale d'indemnisation à 30 mois pour les moins de 50 ans et à 60 mois pour les 50 ans et plus coûterait 2,6 milliards d'euros au régime. La possibilité de cumuler intégralement l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) avec le revenu d'une activité jusqu'à hauteur du Smic engendrerait des dépenses de 2,4 milliards d'euros. La création d'une prime de retour (rapide) à l'emploi égale à 50 % des droits non consommés dans la limite de cinq mois reviendrait à verser 3 à 4 milliards d'euros par an aux allocataires. Au contraire, des économies pourraient être réalisées à hauteur de 115 millions d'euros par an en plafonnant le cumul des allocations avec des rémunérations à 80 % du salaire mensuel de référence.

Enfin, limiter le bénéfice de la condition d'affiliation de 150 heures à trois rechargements successifs ne réduirait les dépenses que de 7,1 millions d'euros.

## Les thèmes à l'ordre du jour

Le sujet de l'**indemnisation des démissionnaires** ne semble pas faire débat entre les partenaires sociaux qui entendent, d'après Jean-François Foucard (CGC), maintenir leur position inscrite dans l'ANI du 22 février 2018. La **condition d'activité antérieure resterait fixée à sept années** d'affiliation et non cinq années continues comme le réclame le document de cadrage du gouvernement. Notons qu'une activité discontinue chez plusieurs employeurs permettrait de justifier de la durée de sept ans. Il semble aussi admis que la **rupture d'une période d'essai** à l'initiative du salarié ne fasse plus obstacle à la poursuite de son indemnisation. Cette position défendue par Éric Courpotin (CFTC) et déjà envisagée par l'ANI de

2018 ne représenterait d'après l'Unédic que 80 millions d'euros de dépenses supplémentaires.

S'agissant de l'**indemnisation des indépendants**, « on ne sait pas encore où on va, on ne sait même pas quand ça va démarrer », souligne Marylise Léon (CFDT). Celle-ci relève en outre les **problèmes** posés par la situation des **personnes exerçant successivement des activités indépendantes et salariées**. Pour l'Unédic, l'allocation travailleurs indépendants (ATI) et l'ARE ayant le même objet ne pourraient notamment pas être servies simultanément. En outre, l'ATI s'apparentant à une allocation de solidarité serait servie de manière subsidiaire en l'absence d'autre source de revenu. Un droit d'option entre ARE et ATI ou une ouverture suc-

cessive des deux droits pourraient être envisagés.

Quant à l'**abondement complémentaire du CPF des seniors** que peut financer l'Unédic, les 500 heures prévues par la convention du 14 avril 2017 devraient être converties en euros. Les heures acquises au 31 décembre 2018 ont été valorisées à hauteur de 15 €, soit 7 500 € de droits complémentaires. Denis Gravouil (CGT) rappelle sur ce point l'opposition des partenaires sociaux à la monétisation du CPF. Il indique que la monétisation des 500 heures ne peut pas être automatique d'autant plus que l'on ne sait pas ce que 7 500 € permettront de financer comme formation. « On aurait sans doute pas prévu un tel abondement dans le cadre d'un CPF monétisé » précise-t-il. ■

## FORMATION

# Précisions sur les modalités et niveaux de prise en charge par les Opco

**Un décret du 28 décembre 2018 prévoit les modalités de prise en charge par les Opco des dépenses de formation des entreprises de moins de 50 salariés. Il détermine aussi les conditions de fixation par les branches des coûts applicables aux contrats de professionnalisation et aux reconversions ou promotions par alternance. Le texte détermine encore les niveaux de prise en charge des dépenses liées à l'exercice des fonctions de tuteur et de maître d'apprentissage.**

Alors que l'ensemble des nouveaux opérateurs de compétences (Opco) doivent être agréés et en ordre de marche au 1<sup>er</sup> avril, ce sont les anciens Opca et Fongecif qui bénéficient à ce jour d'un agrément temporaire pour assurer les prises en charge (*v. le dossier juridique -Form.- n° 223/2018 du 10 décembre 2018*). Un décret du 28 décembre 2018 fixe au 1<sup>er</sup> janvier 2019 les modalités de prise en charge de l'alternance et de l'aide au développement des compétences dans les petites entreprises. Le texte ne revient pas sur le financement de l'apprentissage et la définition des coûts contrats qui fait l'objet d'un décret spécifique (*v. l'actualité n° 17727 du 7 janvier 2019*).

## Financer la formation dans les petites entreprises

Le décret précise les **dépenses** qui peuvent être **financées par les Opco** au titre

de l'aide au développement des compétences dans les entreprises de moins de 50 salariés. Ces précisions concernent la prise en charge de la rémunération des salariés formés et des frais annexes. Il en résulte que les **Opco peuvent couvrir la rémunération** mais aussi les **charges sociales légales et conventionnelles** des salariés des entreprises de moins de 50 salariés qui sont en formation. Cependant, cette prise en charge est **limitée au coût horaire du Smic** par heure de formation. Quant aux **frais annexes**, ils couvrent les **frais de transport**, de **restauration** et d'**hébergement** occasionnés par la formation suivie. Pour les formations se déroulant en tout ou partie en dehors du temps de travail, les frais de **garde d'enfants** ou de parents à charge peuvent également être pris en charge.

C'est au conseil d'administration de l'Opco qu'il appartient de déterminer les modalités, les priorités, les critères et les conditions de prise en charge des demandes présentées par les employeurs.

## Prendre en charge l'alternance

Les modalités de fixation du **niveau de prise en charge** des contrats de professionnalisation sont maintenues. Comme pour l'apprentissage, **des coûts contrats** doivent être **définis par accord de branche** ou par les signataires d'un accord **constitutif d'un Opco**. Ce montant forfaitaire **couvre** tout ou partie des

**frais pédagogiques**, des rémunérations et charges sociales légales et conventionnelles des stagiaires ainsi que des frais de transport et d'hébergement. L'Opco doit communiquer ces montants à France compétences.

Comme aujourd'hui, en l'absence de forfaits fixés par la branche, le montant applicable reste fixé à **9,15 € par heure** ou **15 € par heure** lorsque le contrat est

## LA DEMANDE D'AGRÈMENT DES OPPO

La composition du dossier de demande d'agrément des opérateurs de compétences (Opco) a été fixée par un arrêté du 21 décembre 2018 (*JO 29 décembre*). Alors que ce texte prévoit un envoi des dossiers au plus tard le 31 décembre 2018, certains accords constitutifs d'Opco restent à conclure et certains pourraient être contestés dans leur champ. Les branches concernées devront donc transmettre une demande à la DGEFP conformément au présent arrêté. Les dossiers se composent notamment d'une demande d'agrément, de l'acte de constitution de l'opérateur et des éléments permettant de démontrer sa capacité à respecter les critères d'agrément (*v. l'actualité n° 17723 du 31 décembre 2018*).



conclu avec des **publics cibles** du contrat de professionnalisation (jeunes sans qualification, demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires de minima sociaux). S'agissant des demandeurs d'emploi de 26 ans et plus, Pôle emploi peut prendre en charge les dépenses liées à leurs contrats de professionnalisation pour le compte de l'Unédic.

Le **montant forfaitaire** de prise en charge du nouveau dispositif de **reconversion** ou de **promotion par alternance**, est **fixé** comme pour le contrat de professionnalisation au niveau des **branches** ou de l'**Opco**. Cependant, la prise en charge ne couvre pas la rémunération du salarié et les charges sociales qui restent supportées par l'employeur. **En l'absence** de montant fixé par la branche, c'est aussi un montant de **9,15 € par heure** qui s'impose. Le texte précise que

l'avenant au contrat de travail prévoyant la reconversion ou la promotion par alternance doit être déposé auprès de l'Opco.

Que l'on soit dans le cadre du contrat de professionnalisation ou dans celui des reconversions ou promotions par alternance, les **dépenses dépassant les coûts contrats** définis par les **branches** **peuvent être prises en charge** par les **Opco** dès lors qu'elles sont exposées par des entreprises de moins de 50 salariés.

#### Couvrir les dépenses liées aux maîtres d'apprentissage et tuteurs

Les **opérateurs de compétences financent une partie des dépenses** liées à l'exercice de la fonction de **maître d'apprentissage**. D'après le décret, ils peuvent prendre en charge **jusqu'à 230 € par mois et par salarié** pour une durée maximale de 12 mois.

S'agissant des **tuteurs**, un **même plafond** de 230 € s'applique mais pour une durée maximale de six mois. Ce plafond mensuel est en outre majoré de 50 % lorsque le tuteur est âgé de 45 ans ou plus ou accompagne une personne appartenant aux publics cibles du contrat de professionnalisation (*v. ci-dessus*).

Par ailleurs, la **formation** des tuteurs comme des maîtres d'apprentissage **peut être prise en charge par les Opco**, mais dans la limite d'un plafond de 15 € par heure de formation et d'une durée maximale de 40 heures (soit un total de 600 € maximum). ■

D. n° 2018-1342 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre et Arr. du 21 décembre 2018, JO 30 décembre, NOR : MTRD1833923A

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR : [liaisons-sociales.fr](http://liaisons-sociales.fr)

## ÉCONOMIE ET CONJONCTURE

# L'année 2018 s'achève sur une hausse des prix de 1,6 % en glissement annuel

En décembre 2018, l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France est nulle, indique l'Insee le 15 janvier 2019. Une stabilité due à la nette baisse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, de ceux des produits manufacturés compensée par un rebond des prix des services et de l'alimentation. Sur un an, l'inflation atteint 1,6 %.

Les **prix à la consommation** des ménages en France (métropole et DOM) sont **stables** en **décembre 2018**, selon une étude de l'Insee publiée le 15 janvier. En **glissement annuel** (indice du mois de décembre 2018 rapporté à celui de décembre 2017), les prix **ralentissent** pour le deuxième mois consécutif (+ 1,6 % en décembre après + 1,9 % en novembre et + 2,2 % en octobre). Les prix hors tabac ont suivi l'évolution de l'indice d'ensemble sur le mois (0,0 %) et ont augmenté de 1,4 % sur l'année.

L'indice d'inflation sous-jacente est stable en décembre et augmente de 0,7 % en glissement annuel.

Quant aux prix à la consommation harmonisés (IPCH), permettant les comparaisons entre pays européens, ils sont en hausse de 0,1 % sur le mois et de 1,9 % sur un an.

#### Baisse des prix de l'énergie et des produits manufacturés

En décembre, les **prix de l'énergie** reculent de **2,4 %** (après - 0,7 % en novembre), en lien avec le repli des prix des produits pétroliers (- 3,9 %

après - 2,6 %). Sur un an, l'inflation énergétique baisse pour le deuxième mois consécutif (+ 8,0 % sur un an après + 11,2 % en novembre). Selon l'Insee, ce recul s'explique par un **ralentissement** prononcé des prix des

## VARIATIONS DÉFINITIVES DES INDICES DES PRIX EN DÉCEMBRE 2018

INDICES DES PRIX en 2017-2018		
Ensemble des ménages		
Ensemble	Indice 100 en 2015	Variation mensuelle (annuelle pour les moyennes)
nov. 17	101,53	+ 0,1
déc. 17	101,85	+ 0,3
janv. 18	101,75	- 0,1
févr. 18	101,72	0,0
mars 18	102,75	+ 1,0
avril 18	102,92	+ 0,2
mai 18	103,36	+ 0,4
juin 18	103,37	0,0
juill. 18	103,28	- 0,1
août 18	103,78	+ 0,5
sept. 18	103,56	- 0,2
oct. 18	103,67	+ 0,1
nov. 18	103,45	- 0,2
déc. 18	103,47	0,0

Champ : France (hors Mayotte).  
Source : Insee.

	Indices déc. 2018	Variation (en %) par rapport		
	Base 100 en 2015	au mois précédent	au début de l'année	au même mois de l'an passé
<b>Source : Insee</b>				
<b>PRIX À LA CONSOMMATION</b>				
<b>Ensemble des ménages (France métropolitaine et DOM)</b>				
Ensemble	103,47	0,0	+ 1,6	+ 1,6
Ensemble CVS	103,35	- 0,2	+ 1,6	+ 1,6
Ensemble hors tabac (indexation des prestations)	103,16	0,0	+ 1,4	+ 1,4
Alimentation	104,70	+ 0,6	+ 2,5	+ 2,5
Énergie	113,77	- 2,4	+ 8,0	+ 8,0
Produits manufacturés	99,21	- 0,2	- 0,5	- 0,5
Services (y compris eau)	103,17	+ 0,4	+ 0,9	+ 0,9
<b>MÉNAGES URBAINS</b>				
<b>dont le chef est ouvrier ou employé (France métropolitaine et DOM)</b>				
Ensemble hors tabac	102,90	0,0	+ 1,2	+ 1,2
<b>MÉNAGES DU PREMIER QUINTILE</b>				
<b>de la distribution des niveaux de vie (France métropolitaine et DOM)</b>				
Ensemble hors tabac (indexation du Smic)	102,87	+ 0,1	+ 1,3	+ 1,3

**produits pétroliers** (+ 9,5 % sur un an après + 14,7 %).

S'agissant des **prix des produits manufacturés**, ils **diminuent** globalement de **0,2 %** (après + 0,1 % en novembre). Les prix de l'habillement et des chaussures progressent de 0,6 % tandis que ceux des produits de santé et des autres produits manufacturés reculent respectivement de 1,1 % et de 0,1 %. **Sur un an**, le **recul** des prix des produits manufacturés **s'accroît** en décembre (- 0,5 % après - 0,3 %). Cette plus forte baisse, observe l'Insee, « résulte de celle des prix de l'habillement et chaussures (- 0,3 % sur un an après - 0,1 %) et des **produits de santé** (- 3,0 % après - 2,2 %) ». Les prix des autres produits manufacturés sont stables sur un an, après une hausse de 0,2 % en novembre.

### **Hausse des prix des services et de l'alimentation**

Les **prix des services augmentent** en décembre de **0,4 %**, après une baisse de 0,3 % en novembre. Les prix des services liés aux transports sont en hausse de 5,4 % alors que ceux des services de santé reculent de 0,3 %. **Sur un an**, les prix des services affichent une **hausse de 0,9 %**, après + 1,0 % le mois précédent. Les prix des services d'hébergement décélèrent à nouveau (+ 2,5 % après + 4,0 %) tandis que ceux des services de **transports** accélèrent (+ 0,5 % après + 0,3 %), du fait du rebond de ceux des transports aériens (+ 0,9 % après - 0,3 %).

Par ailleurs, observe l'Insee, les **prix de l'alimentation progressent de 0,6 %** en décembre, après un repli de 0,2 % en

novembre. Les prix des **produits frais** rebondissent (+ 2,7 % après - 2,5 % en novembre) et ceux hors produits frais freinent légèrement (+ 0,2 % après + 0,3 %). **Sur un an**, les prix de l'alimentation accélèrent après deux mois de ralentissement : + **2,5 %** après + 1,9 % le mois précédent. Ceux des produits frais sont nettement plus dynamiques (+ 7,8 % sur un an après + 5,0 %) du fait d'une forte hausse de ceux des légumes frais (+ 11,4 % sur un an après + 5,3 %), des fruits frais (+ 4,2 % sur un an après + 3,5 %) et des poissons frais (+ 4,4 % après + 2,5 %). Hors produits frais, les prix de l'alimentation augmentent également plus que le mois précédent (+ 1,6 % sur un an après + 1,4 %). ■

INSEE, Informations rapides n° 2019-5, 15 janvier 2019

## // à retenir aussi

### ► **Législation et réglementation**

**Organisation et fonctionnement de France compétences.** Le décret du 28 décembre 2018 qui définit les règles de répartition des fonds de la formation et de l'alternance (*v. l'actualité n° 17733 du 15 janvier 2019*) définit aussi les règles d'organisation et de fonctionnement de France compétences (*v. le dossier juridique -Form.- n° 223/2018 du 10 décembre 2018*). Le conseil d'administration de la nouvelle instance nationale de gouvernance quadripartite sera composé de 15 membres nommés pour trois ans et rassemblés en cinq collèges représentants respectivement : l'État, les régions, les organisations syndicales de salariés, les organisations professionnelles d'employeurs et deux personnalités qualifiées. Le texte délimite les compétences du Conseil d'administration et de son président, ainsi que celle de son directeur général. Il prévoit aussi la mise en place d'un médiateur chargé d'instruire les réclamations des usagers relatives au conseil en évolution professionnelle (CEP) et au projet de transition professionnelle (PTP). Le décret organise encore notamment les règles financières, mais aussi les missions d'évaluation et de qualité de France compétences (*D. n° 2018-1331 du 28 décembre 2018, JO 30 décembre*).

**Nomination à France compétences.** Un décret du 14 janvier 2019 nomme Jérôme Tixier président du conseil d'administration de France compétences. Il complète l'arrêté du 11 janvier, qui désigne les membres de quatre des collèges (État, régions, syndicats, patronat) du conseil d'administration de l'institution nationale de gouvernance quadripartite et précise la répartition des voix (*D. du 14 janvier 2019, JO 16 janvier, NOR : MTRD1900230D et Arr. du 11 janvier 2019 NOR : MTRD1834613A*).

## // Conférence Liaisons

### ► **Télétravail : les étapes clés d'une mise en place sécurisée**

Pour le favoriser le télétravail, les réformes de 2017-2018 ont nettement allégé les contraintes juridiques. Liaisons sociales vous propose, le **vendredi 18 janvier 2019**, de suivre toutes les étapes de mise en place du télétravail. À la tribune : Éric Barbry, avocat associé, IP-IT & data protection (Racine avocats) ; Jean-Emmanuel Ray, professeur à l'université Paris I-Sorbonne et à Sciences Po Paris.

Pour plus d'informations :  [www.wk-formation.fr/conferences](http://www.wk-formation.fr/conferences)  09 69 32 35 99

### ► **Conventions et accords**

**Épargne salariale et prévoyance dans la branche « P2ST ».** Signé le 10 septembre 2018, dans le cadre de la CCN du personnel des prestataires de services dans le secteur tertiaire, un accord propose des dispositions types aux entreprises de moins de 50 salariés, qui ne sont pas assujetties à l'obligation de mettre en place un régime de participation aux résultats. Ces entreprises peuvent décider de s'y soumettre volontairement grâce à cet accord, leur décision valant adhésion au PEI (plan d'épargne inter-entreprises) et mise en place de la participation. Un bulletin de souscription à l'accord-type est annexé à l'accord. Ces dispositions seront publiées au *BO-CC* n° 2018-50 avec deux avenants sur la prévoyance. L'un d'eux révisé le régime de couverture des frais de santé. Il modifie, notamment, la clause de recommandation, que comportait l'accord initial du 25 septembre 2015 (*v. l'actualité n° 16973 du 9 décembre 2015*). Les assureurs recommandés sont Harmonie Mutuelle et Malakoff Médéric Prévoyance. L'accord, qui prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019 « indépendamment de son extension », sera publié au *BO-CC* n° 2018-50.



Suivez l'actualité sociale en temps réel sur Twitter @LSQredaction

## Politique sociale

### ■ Lettre aux Français: « pour que rien ne change dans la politique du gouvernement », selon Solidaires

« Macron écrit aux français.es: pour que rien ne change dans la politique du gouvernement », estime l'Union syndicale Solidaires, dans un communiqué diffusé le 14 janvier. Pour le débat, « Macron met une condition: n'accepter aucune forme de violence, en considérant que la France est une nation des plus fraternelles et des plus égalitaires », ironise le syndicat. « Or, l'accroissement des inégalités subies par un nombre toujours plus grand de personnes est une violence chronique, autrement plus grande et au cœur de la crise sociale et écologique ». Solidaires affirme par ailleurs que « les préoccupations des français.es sont connues ». « Il s'agit de répondre par des actes à l'urgence sociale et climatique et non pas de palabrer pendant des mois pour noyer le poisson ». « La mobilisation des gilets jaunes pour plus de justice fiscale, sociale et écologique reste plus que jamais légitime. Le pouvoir en place doit renoncer à sa politique de casse des droits sociaux et de la solidarité », conclut Solidaires.

### ■ Grand débat: la CGT critique une « tentative d'enfumage » et assure en faire « un véritable » de son côté

« 5 pages et 32 questions insipides plus tard, le message est clair: je vous ai écoutés mais ne comptez pas sur moi pour vous entendre », a réagi la CGT aux déclarations du chef de l'État lors du lancement du grand débat national, dans un communiqué diffusé le 15 janvier. « Pas de rétablissement de l'ISF, rien sur le pouvoir d'achat, les salaires, les pensions et minima sociaux. [...] L'exigence de justice sociale et fiscale exprimée fortement dans le pays est donc exclue de cette piteuse tentative d'enfumage. C'est pourquoi, la CGT refuse de participer à toute réunion nationale sur ce contenu [...] ». Et d'affirmer: « le véritable débat, on va se le faire, sur l'ensemble du territoire et en appui des luttes qui se développent ». La CGT appelle par ailleurs les salariés « à investir massivement les lieux d'expressions en territoire pour porter leurs doléances et revendications », « à poursuivre le développement des luttes à l'entreprise en exigeant partout l'ouverture des NAO sur les salaires », et plus globalement aux « convergences avec toutes celles et ceux qui partagent ces exigences ». Elle propose enfin aux autres organisations syndicales « à monter d'un cran le niveau de l'action y compris par la grève ».

### ■ Laurent Berger rejette l'idée d'un référendum, préférant un « Grenelle du pouvoir de vivre »

Le secrétaire général de la CFDT a rejeté, le 14 janvier au soir, l'idée évoquée par certains élus de la majorité d'organiser un référendum à l'issue du grand débat, préférant l'organisation d'un « Grenelle du pouvoir de vivre ». « Cette crise est l'illustration de la volonté du président d'instaurer entre lui et le peuple un rapport direct avec une forme de négation des corps intermédiaires. Sortir de cette ambiance en pensant que c'est réinstaurer ce rapport direct qui marcherait, c'est d'une profonde bêtise. Et ça ne marchera pas, et on aura un nouveau chaos », a prévenu Laurent Berger dans l'émission Audition publique (*Public Sénat/LCP/Le Figaro/AFP*). Il avait auparavant expliqué, le matin même sur CNews, son souhait de voir « les organisations syndicales, patronales, les associations organis[er] une sorte de Grenelle du pouvoir de vivre » à l'issue du débat, même si « le gouvernement *in fine* décidera ». *Source AFP*

### ■ Mesures sociales annoncées par Emmanuel Macron en décembre: la CGT a élaboré une analyse critique

La CGT a élaboré une analyse chiffrée des mesures sociales du gouvernement, annoncées le 10 décembre pour répondre au mouvement des « Gilets jaunes », qu'elle a diffusé le 11 janvier, arguant que « les 10,3 milliards d'euros n'existent pas réellement ». La CGT souligne en effet que « la taxe carburant est un impôt non mis en place: donc une source de financement du budget 2019 en moins, pas une nouvelle dépense », et que la prime d'activité est « un versement anticipé pour une grande part ». En outre, concernant la mesure sur les heures supplémentaires défiscalisées, elle rappelle qu'une exonération de la part salariale des cotisations sociales était déjà prévue au 1<sup>er</sup> septembre 2019. Elle a donc simplement été avancée au 1<sup>er</sup> janvier. Globalement, « les entreprises ne sont pas du tout concernées, ni même mises à contribution ». « Macron reprend les vieilles formules et pratiques de Sarkozy qui consistent à agréger des mesures déjà annoncées dans différents plans ou programmes pour en faire une enveloppe globale ». « Le risque est bien le manque à gagner pour le budget de la sécurité sociale ». Et, ajoute le syndicat, « si les 10,3 milliards d'euros sont « virtuels », les 40 milliards d'euros de Crédit impôt compétitivité emploi dont bénéficient les entreprises sont bien réels ».

## Rémunération

### ■ Bruno Le Maire condamne les écarts de salaire trop importants dans l'entreprise

« Le capitalisme auquel nous croyons accepte d'avoir des salaires élevés et des salaires plus modestes. Mais il refuse catégoriquement que dans une même entreprise, le chef d'entreprise ait un salaire 200, 250 ou 300 fois supérieur à celui du salaire le plus modeste », a déclaré le ministre de l'Économie Bruno Le Maire le 14 janvier lors de ses vœux à la presse. Rappelant que la France allait exercer en 2019 la présidence du G7, il a également déclaré que ce sera l'occasion « d'affirmer notre vision du capitalisme pour demain », qui « doit réduire les inégalités et pas les renforcer », « les réduire à l'intérieur des nations, et il doit les réduire entre les nations ». Interrogé le soir même dans l'émission Audition publique (*Public Sénat/LCP/Le Figaro/AFP*), le numéro un de la CFDT Laurent Berger a confié avoir discuté de ce sujet avec Bercy la semaine dernière, et mis sur la table une proposition ce week-end. « On [...] a dit [...] « il y aura un avant et un après gilets jaunes », il faut que vous entendiez les choses qui sont inacceptables ». Il a espéré que la loi Pacte soit l'occasion de « revenir à un encadrement des rémunérations et à des échelles de rémunération plus justes dans l'entreprise ». *Source AFP*

## Retraite

### ■ Malus: Laurent Berger veut rouvrir la discussion sur les retraites complémentaires

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a demandé le 14 janvier la réouverture de discussions avec le patronat sur les retraites complémentaires. « Dans l'accord de 2015, il était prévu un « retour à meilleure fortune », lorsque les choses s'améliorent », a expliqué le responsable syndical sur le plateau d'Audition publique (*Public Sénat/LCP/Le Figaro/AFP*). En 2015, a-t-il justifié, la CFDT « faisait face, comme tous ceux qui gèrent le régime des retraites complémentaires, à un profond déficit qui faisait que, pour l'Agirc [...] il y avait potentiellement une incapacité à les payer à partir de 2019 ». « Quand on gère les choses, on assume ses responsabilités ». Sauf que depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les cotisations salarié et employeur ont augmenté et les salariés nés à partir de 1957 sont soumis à un bonus-malus les incitant à travailler un an de plus, une fois remplies les conditions nécessaires pour



une retraite à taux plein. « Il est toujours possible, quand vous gérez un système, de faire évoluer les règles si la situation financière, et c'est le cas, est meilleure », a insisté Laurent Berger. *Source AFP*

## Syndicats

### ■ « La liberté de manifester en danger ! », estime la CGT

« Dans un contexte de tensions sociales exacerbées, le gouvernement entend désormais réprimer toutes formes de contestation, en ciblant particulièrement la liberté de manifester », estime la CGT, dans un communiqué diffusé le 14 janvier. Elle fustige aussi les annonces du Premier ministre le 7 janvier, qui prévoient notamment « l'alourdissement de certaines sanctions, dans le but de dissuader l'expression d'une quelconque opposition ». « Une reprise pure et simple des dispositions répressives avancées dans une proposition de loi des sénateurs Républicains », adoptée par le Sénat le 25 octobre. Proposition qui « va être examinée prochainement par l'Assemblée nationale ». « La protestation des gilets jaunes n'est donc qu'un prétexte opportuniste. Profitant de ce contexte social, le gouvernement entend s'approprier une proposition de loi liberticide des Républicains. » « Création d'une interdiction administrative de manifester, d'un nouveau fichier des manifestants, d'un pointage des personnes interdites de manifestation, aggravation des peines complémentaires, pénalisation du fait de se dissimuler le visage lors d'une manifestation seraient autant de mesures sécuritaires particulièrement dangereuses pour un État de droit ! » Et la CGT de dénoncer « cette surenchère sécuritaire ».

## Secteurs

### ■ Pharmacie : l'accord sur les CDI de chantier invalidé après retrait de signatures

L'accord sur les CDI de chantier dans l'industrie pharmaceutique, conclu le 20 décembre 2018 (*v. l'actualité n° 17728 du 8 janvier 2019*), a été invalidé la semaine du 7 janvier après le retrait des signatures de la CFDT et de la CFTC, deux des trois syndicats signataires (avec l'Unsa), a-t-on appris le 14 janvier. L'invalidation du texte portant révision de la CCN conclu également le 20 décembre dernier a « complètement déséquilibré l'ensemble », car il contenait « des contreparties » face à l'accord sur les CDI de chantier, ce qui a conduit la CFDT à retirer sa signature, a expliqué le syndicat. Lors des négociations, « les deux sujets [CDI de chantier et révision de la CCN] ont été dissociés avec comme condition la signature solidaire des deux accords », confirme de son côté la CFTC dans un courrier adressé au patronat de l'industrie pharmaceutique, où elle annonce retirer sa signature. Mais,

pour l'Unsa, « il n'a jamais été question que si une organisation signait un texte, elle devait signer l'autre », selon l'un de ses responsables, Joël Grebil. L'accord modifiant la convention collective nationale (CCN) du secteur avait été signé par la CFDT et la CFTC seules, mais les autres organisations représentatives (Unsa, CFE-CGC, CGT et FO) ont fait valoir leur droit d'opposition (*v. l'actualité n° 17729 du 9 janvier 2019*), finissant par l'invalidation. *Source AFP*

## Entreprises

### ■ France Télévisions veut supprimer un millier de postes d'ici 2022

Après son annonce en décembre, la direction de France Télévisions a chiffré le 14 janvier la suppression de postes d'ici 2022 sur une base volontaire à un millier. Ce chiffre correspond au solde entre les départs et les recrutements puisque le groupe compte procéder à des embauches ou à l'intégration de collaborateurs non permanents, notamment pour développer ses compétences dans le numérique. « Le plan accompagnera majoritairement des départs à la retraite » et « sera accompagné de mesures facilitant la mobilité interne », avait souligné en décembre Arnaud Lesaunier, directeur général délégué RH et organisation de France Télévisions. Mais ce « plan de recomposition » fait face à d'importantes hostilités en interne. Dès l'annonce de son principe mi-décembre, les syndicats CGT, CFDT, FO et SNJ s'y étaient dits opposés. Le 14 janvier, le SNJ a rejeté en l'état le plan, notamment en raison de la charge de travail supplémentaire qu'elle fera peser sur les salariés, et de primes de départ moins généreuses. « Le SNJ n'est pas opposé par principe à faciliter le départ des salariés qui le souhaitent et à recruter simultanément des précaires et de jeunes recrues », mais « nous refusons les termes d'un plan qui flatte l'individualisme et va attiser les divisions entre générations », a dénoncé le syndicat, qui assure qu'il « ne cautionnera pas cette casse organisée ». *Source AFP*

### ■ General Electric : la CFDT attend une réaction du gouvernement à la fin de la garantie « anti-plan social »

« L'accord qui liait General Electric au gouvernement français concernant une garantie « anti-plan social » pendant trois ans, de même que la création de 1 000 emplois nets ainsi que le maintien des ingénieries et des sites de production en France, est arrivé à son terme fin décembre 2018 », rappelle la CFDT Métallurgie dans un communiqué diffusé le 11 janvier. « Les premières nouvelles de 2019 confirment ce que nous craignons : la France va être rattrapée par les réductions d'effectifs constatées en Europe et dans le monde en 2018 », alerte la fédération.

## CHIFFRES ET INDICES ÉCO

### CHÔMAGE

**Le taux de chômage dans la zone euro** a reculé à 7,9 % en novembre, son niveau le plus faible depuis octobre 2008, a annoncé l'Office européen des statistiques, Eurostat, le 9 janvier. Dans l'UE28, il s'est établi à 6,7 % en novembre 2018.

### CONSOMMATION

#### La confiance des ménages

en France a lourdement chuté en décembre 2018, tombant à son plus bas depuis novembre 2014, a rapporté l'Insee le 8 janvier. L'indicateur qui synthétise cette confiance perd quatre points par rapport à novembre, et atteint 87, bien au-dessous de sa moyenne à 100.

### CROISSANCE

**La prévision de croissance en 2019** pour la France est maintenue à 1,6 %, selon l'agence de notation S&P Global. La France devrait bénéficier cette année d'une « accélération du pouvoir d'achat », a déclaré Sylvain Broyer, chef économiste Europe, lors d'une conférence de presse le 10 janvier.

**La prévision de croissance** établie par la Banque de France s'établit à 0,2 % au quatrième trimestre 2018, a-t-elle annoncé le 11 janvier, malgré une baisse d'activité dans le secteur de l'hébergement et de la restauration dans le contexte des « Gilets jaunes ».

### PRODUCTION

#### La production industrielle

en France a reculé de 1,3 % sur un mois en novembre 2018, effaçant la hausse de 1,3 % enregistrée le mois précédent, a indiqué l'Insee le 10 janvier. Sur un an, la production industrielle dans son ensemble affiche une baisse de 1,2 % et la production manufacturière recule même un peu plus (- 1,4 %).

### LOGEMENT

#### L'indice de référence des loyers

(IRL) s'est établi, au quatrième trimestre 2018, à 129,03 (contre 128,45 au troisième trimestre 2018), a annoncé l'Insee le 15 janvier. Sur un an, il augmente de 1,74 %, après + 1,57 % au trimestre précédent. L'IRL constitue le plafond de révision des loyers d'immeubles à usage d'habitation, cette révision intervenant à la date anniversaire du bail.

Sont également pointées du doigt « la chute boursière et les positions des milieux financiers concernant GE », qui « sont extrêmement préoccupantes, car elles privilégient les dividendes au mépris des fondamentaux économiques et sociaux de l'entreprise qui restent corrects ». Craignant en 2019 « une réorganisation fatale au maintien des compétences et des expertises en France avec des conséquences sociales significatives pour les 16 000 salariés français », la CFDT interpelle le gouvernement et « demande à être reçue en intersyndicale avec la CGT, la CFE-CGC et FO à Matignon et Bercy ». *Source AFP*

#### ■ **Nokia annonce la suppression de 460 postes sur deux ans en France**

L'équipementier télécom finlandais Nokia a annoncé le 15 janvier la suppression de 460 postes en France dans sa filiale Alcatel-Lucent en 2019 et 2020. La plupart des activités et fonctions centrales sont concernées, d'après un communiqué du groupe. En revanche, les activités recherche et développement (R&D), ainsi que les trois filiales françaises, ne seront pas touchées. Depuis son rachat par Nokia en 2016, Alcatel-Lucent a déjà été visée par deux plans de restructuration, en mai 2016 (- 400) et octobre 2017 (- 450). Cette fois, « 460 [postes], c'est 30 % des fonctions support en France, activités déjà fortement touchées lors des deux plans précédents, c'est énorme », a réagi la CFDT, premier syndicat chez Alcatel-Lucent, s'insurgeant contre un plan « uniquement dicté par des considérations financières ». Le projet sera présenté au CSEC le 24 janvier, a-t-il précisé, évoquant une menace « réelle » de licenciements « coercitifs ». La CGT affirme de son côté, dans un communiqué, que « Nokia veut encore augmenter sa rentabilité en poursuivant les délocalisations d'activités vers les pays *low cost* », alors même que « les services installés en Hongrie et ailleurs n'absorbent pas la charge de travail transférée lors du précédent plan ». Rappelant que le groupe a « perçu beaucoup d'argent public », la CGT demande « que la puissance publique contraigne Nokia à atteindre et maintenir l'emploi au niveau [de ses] engagements » ou alors qu'il rembourse l'État.

#### ■ **Des salariés bloquent l'usine Copirel Bultex en Haute-Loire**

Une trentaine de salariés de l'usine de fabrication de matelas Copirel à Mazeyrat-d'Allier (Haute-Loire), bloquaient le 15 janvier dans l'après-midi

l'accès au site. Ils protestent contre les conditions de la négociation avec la direction, qui a annoncé en novembre la fermeture de l'usine, prévue pour fin février (*v. l'actualité n° 17734 du 16 janvier 2019*). L'usine emploie 80 personnes, d'une moyenne d'âge avoisinant les 45 ans. « Les salariés prévoient d'occuper l'usine jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction », assure le secrétaire de l'union départementale CGT de Haute-Loire, Pierre Marsein. « On veut des réponses sur une possible reprise du site et des avancées en ce qui concerne le plan de sauvegarde pour l'emploi [PSE]. Il nous reste deux réunions et on n'a que des cacahuètes ». Selon lui, la direction a également refusé de se rendre à une réunion du comité de suivi à Brioude, mis en place avec la sous-préfecture et les élus locaux. *Source AFP*

#### ■ **À Gardanne, les salariés de la centrale à charbon espèrent toujours un moratoire**

Après 45 jours de grève, les salariés de la centrale à charbon de Gardanne (Bouches-du-Rhône) espèrent toujours obtenir un moratoire sur la fermeture annoncée du site, à l'image de celui que vient d'obtenir sous conditions la centrale de Cordemais (Loire-Atlantique), a rappelé la CGT le 14 janvier. « L'annonce concernant Cordemais est une bonne nouvelle, mais cela montre l'incohérence du gouvernement. On ne peut pas avoir une transition énergétique variable en fonction des régions », commente Nadir Hadjali, secrétaire général CGT de la centrale, lors d'une conférence de presse. En grève depuis le 7 décembre à l'appel de la CGT, les salariés demandent ce moratoire afin d'avoir plus de temps pour mettre en place un projet de reconversion permettant la sauvegarde des emplois. Selon la CGT, la fermeture du site conduira à la destruction de 1 000 emplois sur le département, or « aujourd'hui il n'y a aucun projet », a souligné Nicolas Casoni (CGT). *Source AFP*

#### ■ **La CFE-CGC Orange questionne le recrutement de la nouvelle directrice Stratégie Prospective et Solutions RH**

« Le recrutement de Madame Claire Scotton au poste de directrice groupe Stratégie Prospective et Solutions RH pose de sérieuses difficultés en regard des règles qui devraient s'appliquer dans notre groupe », s'inquiète la CFE-CGC dans une lettre adressée à la DRH du groupe, datée du 14 janvier. Elle met notamment en avant le fait que le poste

n'a pas été publié « pour permettre à un collaborateur du groupe de candidater ». Le syndicat souligne également le manque d'expérience au niveau international de Claire Scotton, mais aussi dans une entreprise privée. « Dès lors, on s'interroge sur sa capacité à identifier les enjeux RH clefs pour notre groupe. » Rappelant « sa contribution à la rédaction et à la promotion des deux dernières modifications substantielles du Code du travail », aux effets « contestables (et contestés par la Justice) », la CFE-CGC estime que tout cela contrevient « à la tradition de neutralité qui fait l'honneur de notre entreprise ». Elle critique enfin un « pantouflage » choquant pour les personnels, et le « quasi triplement de sa rétribution, par rapport aux émoluments qu'elle percevait au ministère du Travail ». Des éléments « maladroits » dans la période actuelle, « qui devrait imposer une rigueur accrue dans toutes les décisions de l'entreprise pouvant revêtir un caractère symbolique ».

#### ■ **L'usine de la Mède menacée par l'exclusion de l'huile de palme des biocarburants, selon le PDG de Total**

L'exclusion de l'huile de palme de la liste des biocarburants menace la « viabilité » de la bioraffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), mais aussi « la rentabilité globale du site et le maintien d'emplois », a dénoncé le 11 janvier le PDG de Total, Patrick Pouyanné, dans un entretien au *Figaro*. Il réagissait à la suppression dans le projet de budget 2019, par les députés mi-décembre, de l'avantage fiscal dont pouvaient bénéficier les biocarburants à base d'huile de palme. « Je ne fais pas de chantage à l'emploi. Mais soyons clairs : ce n'est pas parce que Total est riche qu'il a vocation à faire tourner des usines à perte », a-t-il insisté. Il espère ainsi que les parlementaires « reviendront à une position plus raisonnable » d'ici fin 2019. « Oui pour bannir l'huile de palme non durable, mais non pour bannir l'huile de palme certifiée responsable qui respecte la biodiversité », a-t-il défendu. La raffinerie de La Mède a été reconvertie en bioraffinerie. Le biocarburant à produire doit provenir en partie d'huile de palme, accusée par des associations environnementales de favoriser la déforestation. Selon Total, la bioraffinerie pourra traiter 650 000 tonnes par an et elle s'approvisionnera en huile de palme « durable et certifiée » à hauteur de 300 000 tonnes au maximum. *Source AFP*